

Keynes, super-star !

Le gouvernement algérien a-t-il tort de faire du keynésianisme ? Un certain nombre d'internautes m'ont demandé par courriel, cette semaine, ce que je pouvais penser de la contribution de l'ancien ministre de l'Economie parue dans *El Watan* des 19 et 20 janvier 2009 sous l'intitulé «*Keynes est mort*».

«Ayant défendu vous-même dans plusieurs de vos chroniques les plans de relance mis en œuvre par le gouvernement dans notre pays et qui se basent, je crois, sur la demande, que pouvez-vous répondre à l'idée selon laquelle «les politiques keynésiennes ne sont pas pertinentes pour l'Algérie ?», m'a écrit un certain Adel Djaïder de Béjaïa. Ou bien encore cet internaute de Tiaret qui signe «Ancien DG d'une entreprise publique» et qui m'interpelle : «M. Bouzidi, fallait-il ou pas élaborer et mettre en œuvre des plans de relance qui ont coûté des dizaines de milliards de dollars au Trésor public ? Ne fallait-il pas procéder autrement et commencer d'abord par aider et dans un contexte national bien pauvre retaper nos entreprises ? Je suis ainsi invité indirectement à débattre d'un sujet intéressant, faut-il le reconnaître, en échange d'idées et de points de vue.

Je le fais en espérant que d'autres économistes algériens enrichiront la discussion par d'autres contributions.

J'avoue que je n'ai pas lu, en son temps, la contribution du ministre et j'ai dû recourir aux archives du quotidien *El Watan* pour en prendre connaissance. Sans revenir aux débats théoriques académiques qui, bien qu'utiles, risquent de ne pas intéresser nos lecteurs, j'aimerais rappeler d'abord que j'ai trouvé pour le moins étonnant de lire une réflexion d'un ex-ministre ayant appartenu à un gouvernement qui a conçu et mis en œuvre d'importants programmes de relance par la demande, qui porte une critique aussi forte du keynésianisme. J'ai d'ailleurs entendu récemment de la bouche d'un autre ministre qui, lui, est encore aux affaires et qui est censé appliquer précisément la politique économique keynésienne actuellement en œuvre dans notre pays, la même phrase : «Keynes est mort !»

Mais, plus sérieusement, exami-

nons de plus près les arguments selon lesquels Keynes serait mort pour l'Algérie, arguments qui, décidément, ont la peau dure puisque d'autres économistes algériens les soutiennent. Le principal argument est le suivant : compte tenu de l'insuffisance de l'offre algérienne, injecter des ressources pour stimuler la demande n'aura aucun effet positif sur la croissance économique interne pour la raison simple que le multiplicateur jouera à l'extérieur et que la demande sera satisfaite par le recours aux importations.

Le ministre écrit dans sa contribution : «La relance par la demande interne profite aux entreprises dont l'offre est importante et diversifiée (...) contrairement à ce qui se passe en Algérie.» Cette remarque est juste mais en partie seulement car, en économie ouverte, il ne suffit pas que l'offre soit importante et diversifiée, il faut surtout qu'elle soit compétitive. La remarque vaut bien sûr pour les pays capitalistes développés qui sont aujourd'hui sous thérapie keynésienne. Et l'hypothèse de Keynes n'est-elle pas que nous sommes en économie fermée, qu'il existe dans le pays des capacités oisives, et pour faire simple, que la demande est insuffisante. Et en Algérie, les capacités oisives sont bien là puisque l'outil de production national tourne à un taux d'utilisation des capacités installées de 40% en moyenne et le taux de chômage avoisine les 16%.

L'offre est donc là mais ne trouve pas de débouchés. Et si la demande relancée par la dépense publique préfère l'offre extérieure, Keynes n'y est pour rien ! Probablement que les importations sont plus «juteuses» pour ceux qui les préfèrent à la production nationale, surtout lorsque ces importations ne sont ni de meilleure qualité, ni à des prix compétitifs par rapport à la production nationale.

Est-ce que les plans de relance ont consolidé la croissance économique interne ? La réponse est oui. Entre 2001 et 2007, période couverte par les plans de relance, la croissance économique hors hydrocarbures a été de + 5,7% en moyenne annuelle (contre 3,2% en moyenne annuelle entre 1995 et 2000) et ce, malgré une croissance négative des industries manufacturières publiques de -2% par an sur la période. Cette décroissance est un

indice qui montre les méfaits de l'ouverture tous azimuts qui contraint nos usines à l'arrêt ou à la sous-utilisation de leurs capacités. La croissance économique a été tirée principalement par les secteurs BTPH, secteurs qui ont reçu l'essentiel de la dépense publique d'investissement et les services fouettés par les programmes d'importations (transports ...) eux-mêmes bénéficiant des programmes de relance.

L'ancien ministre de l'Economie reconnaît d'ailleurs lui-même (*El Watan* du 12.1.2009 page 10) que «la dépense publique (...) est le moteur principal de la croissance des secteurs de la construction et des services et joue aussi un rôle important dans l'équipement et la croissance de l'agriculture. Dans le secteur de la construction, c'est la commande publique qui détermine, pour l'essentiel, la croissance des entreprises (...) Tout freinage de la dépense publique peut entraîner une baisse d'activité et des emplois offerts. C'est probablement le seul aspect keynésien de la politique publique auquel il faut être attentif».

Mais pour le sujet qui nous occupe, il n'y en a pas d'autre ! (A. B.).

Pourquoi après ce constat juste, le ministre s'obstine-t-il à souligner «l'impertinence des politiques keynésiennes en Algérie» ?

Mieux encore, le ministre écrit plus loin : «Les impacts budgétaires et financiers de la crise en Algérie sont maîtrisés dans les court et moyen terme (...), le financement des grands projets d'équipement (...) est assuré pour le moyen terme.»

Il nous rassure et encourage le gouvernement à poursuivre dans la relance par le budget!

Les plans de relance keynésiens ont donc fonctionné même s'ils auraient pu avoir un impact plus fort sur l'offre interne.

Le problème est donc moins un problème de non-pertinence des politiques keynésiennes que de meilleur encadrement des importations et d'encouragement de la «préférence nationale».

Aussi bien les entrepreneurs publics que privés algériens ne font que répéter cela depuis une décennie !

SNVI, ENMTP, ENIE, ENIEM, etc. toutes ces entreprises publiques ont des capacités énormes inutili-

sées et des stocks de produits finis au moment où l'Etat permet des importations massives des mêmes produits.

Rappelons-nous aussi la campagne lancée par le Forum des chefs d'entreprises sur le thème «Consommons national» pour essayer de préserver les unités de production nationales menacées par la concurrence déloyale du secteur informel et l'ouverture commerciale débridée et tous azimuts. Où est le tort de Keynes dans tout cela ?!

Ceci étant rappelé, il faut analyser le keynésianisme pour ce qu'il est et seulement pour ce qu'il est des fondements analytiques à une politique économique conjoncturelle (pro-cyclique) de court terme («à long terme nous serons tous morts», disait Keynes).

En situation de sous-emploi, des facteurs de production, nous dit Keynes, (et en Algérie il y a bien situation de sous-emploi avec un important chômage et des faibles taux d'utilisation des capacités de production installées), les dépenses publiques peuvent suppléer la faiblesse de la demande privée.

De plus, en Algérie, une politique budgétaire expansionniste n'a pas d'effet d'éviction puisque les banques sont surliquides et l'épargne publique est importante.

Il faut noter d'autre part, que la théorie de la croissance endogène (Solow, Barro, Romer, Eucas), nous apprend que les dépenses publiques ont un effet bénéfique sur la croissance économique à long terme : infrastructures (routes, ports, aéroports, chemins de fer ainsi que TIC...), éducation-formation. Les plans d'équipement financés par la dépense publique servent donc la croissance économique à long terme.

Mais pour revenir à Keynes et la politique économique algérienne de cette décennie 2000, les plans de relance I et II, le PNDAR, les plans de développement des régions du Sud, les augmentations de salaire constituent des choix pertinents et, malgré les déperditions et les fuites occasionnées du fait d'une mauvaise gouvernance, ont eu un impact positif sur la croissance économique interne.

Il faut toutefois souligner que ces plans de relance ont atteint aujourd'hui leurs limites et qu'il va



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

falloir à présent passer aux politiques structurelles qui inscrivent la croissance dans la durée. Parmi ces politiques structurelles, il y a urgence en Algérie à développer des politiques d'offre qui mettent l'entreprise au cœur des préoccupations.

Nous avons déjà eu l'occasion d'insister sur ces nouvelles politiques économiques à mettre en œuvre. Rappelons seulement qu'il s'agit de lever les rigidités systémiques qui caractérisent notre économie et qui plombent la performance et la compétitivité de nos entreprises.

Une politique de l'offre exige des réformes économiques et, pour qu'elle ne reste pas seulement libérale, doit être accompagnée de politiques sociales de protection et de redistribution juste entre capital et travail. Le marché du travail doit être fluidifié, la fiscalité et autres charges obligatoires qui pèsent sur l'entreprise doivent être allégées, la politique du crédit assouplie, la mise à niveau des entreprises accompagnée par l'Etat, la concurrence déloyale du secteur informel combattue, l'innovation encouragée par des aides du budget.

Dans le même temps, et parce que la politique de l'offre est fondamentalement libérale, l'Etat doit poursuivre son rôle de protecteur social et son effort d'investissement d'équipement du pays.

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

Même quand ça ne rime à rien, ça rime toujours !

Devinette. Quelle est la première fédération sportive à avoir apporté son soutien au 3^e mandat d'Abdekkha ? La fédération des...

... échecs !

Faut pas leur faire des peurs pareilles ! Ils étaient stressés. Ils serraient les dents. Ils agitaient frénétiquement les genoux en tics irrépessibles. Ils suaient des mains. Ils avaient la gorge sèche. Mal en point, ça, ils l'étaient. Heureusement qu'ils viennent d'être partiellement délivrés de leur détresse profonde. Par une simple annonce : «Le chef de l'Etat va se déclarer candidat en février, dans l'enceinte de la Coupole du stade du 5-Juillet, à Alger.» Ouf ! Un ouf énorme. Gigantesque. Signalé d'ailleurs par les appareils de mesure du CRAAG et de tous les centres de surveillance sismique du Bassin méditerranéen. Le cercle des mauvais poètes disparus peut enfin souffler et surtout réapparaître au grand jour. Mais il ne sera tout à fait rassuré qu'avec l'annonce officielle. Celle qui sortira de l'auguste orifice buccal présidentiel. Et donc, tous et toutes (eh oui, y a des femmes dans ce cercle-là) vont se pointer en face de leur télé le jour « J » et attendront qu'il le dise enfin. Lui, imperturbable, commencera à dresser son bilan positif. Eux, intérieurement, penseront très fort : «Dis-le ya errab ! Dis-le !» Lui, ménageant ses effets, reviendra en détail sur

les phases difficiles que le pays aura traversées et qu'il s'apprête encore à traverser. Eux, la tension à son comble et le cœur battant la chamade articuleront avec leurs lèvres, mais sans pour autant émettre de son, «dis-le ya errab ! Dis-le !» Lui, en véritable joueur d'échecs, un sport qu'il pratique tous les jours depuis au moins dix ans, rappellera l'épopée des glorieux moudjahidine, s'inclinera à la mémoire des victimes du devoir. Eux, l'estomac torturé par les crampes, les doigts fracturés à force d'être craqués, fixeront rageusement sa bouche et psalmodieront : «Dis-le ya errab ! Dis-le !». Lui, plus sadique que jamais, insistera sur le fait qu'il n'est là que «fi sabil el watan». Eux, dans un mouvement de balancier de plus en plus prononcé, le buste allant nerveusement de l'avant à l'arrière, commenceront à murmurer «dis-le, ya errab ! Dis-le ! Et il le dira enfin, les laissant pantelants d'épuisement, ruisselants d'efforts de concentration, vidés émotionnellement et chavirants presque, au bord de l'évanouissement. Ça y est, ya errab ! Il l'a dit enfin ! Allez les poètes-maison ! A vos blocs-notes. Astiquez vos vers ! Bandez vos strophes. Laissez gicler l'encre guimauve de vos stylos. Montrez que le cercle des mauvais poètes disparus est de retour. Et démontrez surtout que, même lorsque ça ne rime rien, ça rime toujours. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

